

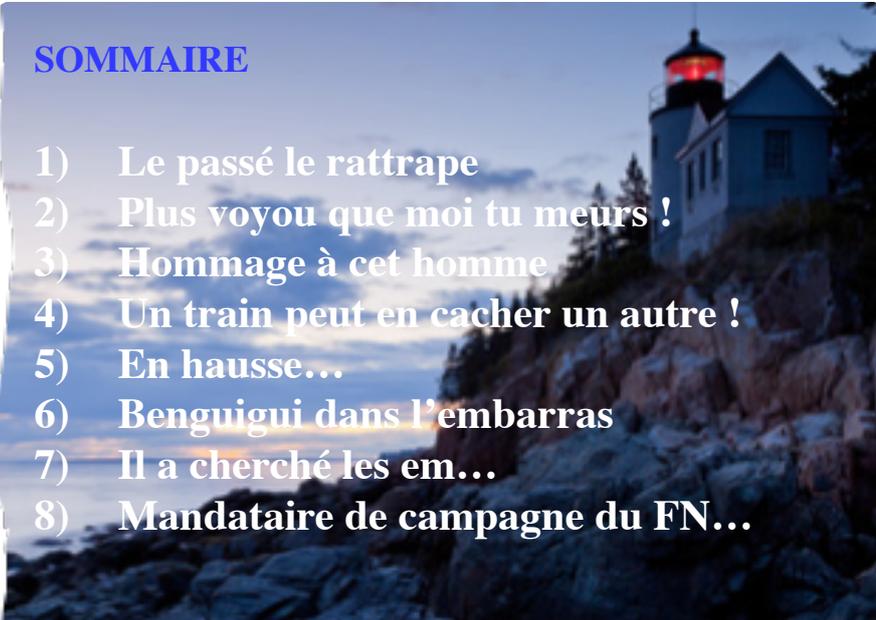
LA PRESSE EN REVUE...



LUNDI 17 MARS 2014

SOMMAIRE

- 1) Le passé le rattrape
- 2) Plus voyou que moi tu meurs !
- 3) Hommage à cet homme
- 4) Un train peut en cacher un autre !
- 5) En hausse...
- 6) Benguigui dans l'embarras
- 7) Il a cherché les em...
- 8) Mandataire de campagne du FN...



Gérard Diez La Presse en Revue

I) La popularité de Nicolas Sarkozy en net recul



Nicolas Sarkozy à Nice le 10 mars. | REUTERS/ERIC GAILLARD

Après les dernières révélations sur des enquêtes concernant le financement de la campagne présidentielle de Nicolas Sarkozy, la popularité de l'ancien président connaît un recul de cinq points en un mois.

Elle s'établit à 45 %, selon un sondage BVA pour Le Parisien-Aujourd'hui en France publié dimanche 16 mars.

Dans cette étude, réalisée les 13 et 14 mars auprès d'un échantillon de 997 personnes représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus (méthode des quotas), recrutées par téléphone et interrogées par internet, 12 % des personnes interrogées ont un très bon avis sur Nicolas Sarkozy, et 33 % un bon avis.

54 % des sondés (soit quatre points de plus en un mois) ont une mauvaise opinion de lui (31 % une très mauvaise opinion, 23 % plutôt une mauvaise opinion). 1% ne se prononce pas.

II) Municipales : Patrick Balkany, "affairé" par sa réélection



Par Julien Martin



Patrick Balkany, le 17 octobre 2012. (ANTONIOLO ANTOINE/SIPA)

Tout le monde en parle... sauf les candidats ! A Levallois-Perret, les élections municipales sont entachées par les affaires qui entourent le maire. Un jour, Patrick Balkany est mis en accusation par "le Point" à propos de la détention d'un compte en Suisse. Un autre jour, "le Canard

enchaîné" dénonce l'existence d'un contrat avec Bygmalion, la société de communication qui vaut tant de misères au patron de l'UMP, Jean-François Copé. Reste aussi dans les mémoires le coup de sang de Balkany qui confisque une caméra de BFMTV en plein reportage.

Que dire des récentes révélations à propos d'un passeport diplomatique gracieusement offert par Nicolas Sarkozy ? Mais les principaux adversaires du sulfureux édile n'en pipent mot. Tout entiers tournés vers leur propre campagne, ils savent que l'anti-balkanysme primaire ne fait pas recette à Levallois. Anne-Eugénie Faure tente de porter haut les couleurs du socialisme dans une ville acquise à la droite depuis que Balkany l'a arrachée aux communistes en 1983.

Des condamnations en rafale

Quant à Arnaud de Courson, le candidat divers droite, qui a obtenu le scalp d'Isabelle Balkany aux élections cantonales de 2011, il a appris de l'échec d'Olivier de Chazeaux. Seul politique à avoir interrompu le règne de Patrick Balkany à Levallois-Perret entre 1995 et 2001, Olivier de Chazeaux a perdu son siège pour n'avoir pas réussi à imprimer sa marque, se contentant de dénoncer les turpitudes de son prédécesseur et le maintenant ainsi au coeur de l'actualité levalloisienne.

Faure et surtout Courson laissent donc aujourd'hui le soin aux journalistes de dénoncer les affaires qui menacent de rattraper le maire, déjà condamné en 1996 pour "prise illégale d'intérêts". Des affaires qui ne manquent pas de défrayer la chronique. En l'espace de quelques mois, ce ne sont pas moins de trois informations judiciaires qui ont été ouvertes à l'encontre du premier magistrat. Le parquet de Paris cherche à savoir dans quelles conditions a été embauché par les services de la ville Jean Testanière, un homme condamné à de la prison ferme l'an dernier pour "association de malfaiteurs".

Balkany reste le favori

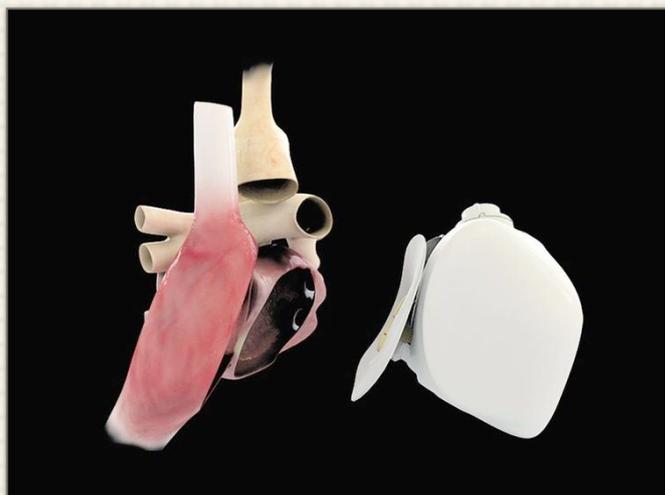
Le parquet de Nanterre, lui, enquête sur un policier municipal qui a accompagné le maire en vacances à Saint-Martin contre de l'argent liquide. La police judiciaire s'intéresse également à une villa dans la même île de Saint-Martin et à un riad à Marrakech, où l'édile et sa première adjointe d'épouse se rendent régulièrement tout en

prétendant ne pas en être les propriétaires. Il est loin le temps où Patrick Balkany promenait sa toute-puissance, lorsque son ami Nicolas Sarkozy le protégeait depuis l'Elysée.

Avec 64% des suffrages dans sa seule ville de Levallois aux élections législatives de 2012, le maire continue toutefois d'afficher une confiance à toute épreuve. Reste à découvrir, à l'occasion de ce scrutin municipal, qui du suffrage universel ou de la justice le rattrapera le premier.

Julien Martin - Le Nouvel Observateur

III) Cœur artificiel : «Il y a eu un court-circuit»



Représentation en image de synthèse du cœur artificiel dont bénéficiait le patient. (Photo Carmat)

Pour la première fois, le professeur Alain Carpentier revient, auprès du JDD, sur les circonstances de la mort du premier patient ayant bénéficié d'un cœur artificiel.

Le cœur artificiel de la société Carmat, qui avait été implanté sur un homme de 76 ans décédé le 2 mars, «s'est arrêté brusquement», a expliqué au Journal du dimanche le Pr Alain Carpentier, le concepteur du projet, en parlant de «court-circuit». «Le cœur s'est arrêté brusquement. Il y a eu un court-circuit. Cela a entraîné un arrêt cardiaque identique à celui que peut présenter un cœur naturel pathologique», raconte le Professeur au JDD. «Nous cherchons à comprendre d'où vient ce problème électronique et pourquoi», poursuit-il.

«On ne connaît pas encore les causes exactes du décès», a poursuivi le Pr Carpentier. «Mais certaines ont déjà été écartées et c'est le plus important à mes yeux : la mort n'est pas liée à une complication du malade, ni au principe fondamental de cette prothèse qu'est l'emploi de matériaux biocompatibles pour limiter la formation de caillots et le risque de thrombose.»

Le JDD révèle également le nom du patient, resté secret jusqu'ici : il s'agit de Claude Dany, qui repose aujourd'hui dans le cimetière de son village, en Normandie. «A mes yeux il n'a pas donné son corps, il a donné sa vie. Malgré notre chagrin on n'en veut à personne (...), il faut que la recherche continue», a déclaré sa fille Isabelle à l'hebdomadaire.

Souffrant d'insuffisance cardiaque terminale, le patient avait été choisi pour recevoir le premier cœur artificiel autonome Carmat pour pallier la pénurie de cœurs à greffer mais aussi apporter une solution aux contre-indications à la transplantation. L'intervention, qui avait duré une dizaine d'heures, avait été réalisée le 18 décembre dernier par les professeurs Christian Latrémouille et Daniel Dubeau dans le service du Pr Jean-Noël Fabiani, sous la direction du Pr Alain Carpentier, concepteur du projet.

Les premières semaines, le patient «récupérait très bien», raconte le Pr Carpentier. «Et puis il a présenté quelques complications. (...). Le corps a ses limites. Avec son passé pathologique, l'organisme (du patient, ndlr) était comme un vêtement trop usé. Vous le réparez d'un côté, il lâche de l'autre.»

Le Professeur rend hommage à l'homme de 76 ans qui avait bénéficié de l'implantation. «Ce patient nous a aidé à franchir un pas considérable», confie-t-il. «Ceux qui acceptent de participer à des thérapeutiques nouvelles sont les véritables pionniers du progrès médical.»

liberation.fr-AFP

LAPRESSEENREVUE.EU

IV) Aux municipales, un vote sanction peut en cacher un autre

C'est une subtile articulation entre «vote sanction» national et «vote sanction» local qui rendra le mieux compte du verdict des électeurs les 23 et 30 mars.

Par Eric Dupin



Punish wall graffiti northampton / photojojo3 via Flickr CC License by.

Les Nancéiens seraient-ils séduits par le pouvoir socialiste alors que les Messins ne supporteraient plus le gouvernement Ayrault? La thèse, éclairant d'un jour nouveau la rivalité entre les deux cités de l'Est, est pour le moins audacieuse, même si Nancy peut basculer à gauche en mars prochain tandis que Metz est susceptible de revenir dans le giron de la droite.

Les changements de couleur politique des grandes municipalités qui se profilent dépendent avant tout des configurations locales. Le contexte national est assurément très défavorable à une gauche gouvernante qui désespère ses partisans sans convaincre ses adversaires.

Mais ce sont surtout les fragilités réelles de certaines équipes sortantes qui risquent de précipiter les alternances municipales. C'est bien une subtile articulation entre «vote sanction» national et «vote sanction» local qui rendra le mieux compte du verdict des électeurs les 23 et 30 mars.

Fragilité d'un premier mandat

La théorie du «cycle municipal» mise en évidence par le politologue Pierre Martin établit qu'un

maire sortant a les meilleures chances d'être élu au terme de son premier mandat. Celui-ci lui procure une notoriété précieuse et il n'est pas encore atteint par l'usure du pouvoir. La conquête d'un troisième mandat serait, à l'inverse, une étape nettement plus délicate.

Un examen distancié des enquêtes préélectorales montre pourtant que les prochaines municipales devraient voir nombre de villes gagnées par la gauche en 2008 changer de couleur politique. Il s'agit souvent de cités de tradition conservatrice, parfois conquises par la grâce de la division du camp adverse, et où le nouvel élu n'a pas su s'imposer.

Angoulême avait été conquise par le PS en 2008 après une vingtaine d'années de règne de la droite. Une enquête Ifop montre un rapport de force très incertain pour le maire sortant Philippe Lavaud.

Ville historiquement ancrée à droite, Caen était également devenue socialiste il y a six ans. Les sondages laissent présager une réélection difficile pour Philippe Duron. Le bilan du maire PS mécontente 50% de ses électeurs, selon Ipsos, ce qui est beaucoup.

Bilans mitigés

A Reims, une autre grande ville qui avait basculé à gauche en 2008, c'est également le bilan mitigé de l'équipe sortante qui est annonciateur d'une possible alternance. D'après une enquête CSA, 52% des Rémois souhaiteraient «changer en profondeur l'action municipale». Il y a six ans, Adeline Hazan l'avait emporté dans ce bastion conservateur pour une bonne part grâce à une division de la droite qui n'est plus de mise aujourd'hui.

L'issue du scrutin est encore indécise à Saint-Etienne, une ville là encore administrée par la gauche depuis seulement six ans et gagnée grâce à une «triangulaire» de second tour. Le bilan du maire socialiste sortant Maurice Vincent fait l'objet d'une appréciation assez critique des électeurs: seulement 53% des Stéphanois s'en disent «satisfaits», selon Ipsos.

A Strasbourg, qui fait aussi partie du cru gauche 2008, la dynamique de campagne, mesurée par plusieurs enquêtes, semble favorable à Fabienne Keller (UMP), même si l'issue du scrutin reste

très incertaine pour le maire sortant (PS) Roland Ries. A Toulouse, métropole de sensibilité de gauche longtemps administrée par la droite, Pierre Cohen (PS), qui avait battu d'un cheveu Jean-Luc Moudenc (UMP) en 2008, s'expose à la revanche de son adversaire, dont le camp est plus uni que le sien.

L'usure du pouvoir

Dans le sens inverse des trajectoires politiques, on trouve deux grosses villes où la droite risque d'être victime de l'usure du pouvoir. A Nancy, elle est fragilisée par le retrait d'André Rossinot, maire de la ville depuis 1983. Les sondages donnent une très légère avance au candidat de la gauche, Mathieu Klein, sur celui de la droite, Laurent Hénart, dans cette cité de tradition conservatrice mais qui avait nettement choisi François Hollande en 2012.

A Marseille, Jean-Claude Gaudin tente le diable en briguant un quatrième mandat. Son bilan est très contesté. Selon CSA, pas moins de 68% des Marseillais estiment qu'il «faut changer en profondeur l'action municipale». L'issue de la compétition n'en reste pas moins disputée dès lors que l'image des socialistes dans la cité phocéenne n'est pas fameuse malgré les capacités de rassemblement manifestées par le socialiste Patrick Mennucci.

La gauche n'est pas non plus à l'abri d'alternances municipales au terme de longs règnes. Dans des contextes différents, c'est notamment possible dans deux villes conquises par ce camp en 1977, à Angers et à Belfort.

L'appoint du vote national

La prise en considération des équations locales ne doit pas faire oublier que la tendance nationale jouera un rôle majeur dans le bilan final des batailles municipales. Même si le «vote sanction» global n'est, comme l'indiquent les enquêtes d'opinion, que le fait d'une minorité d'électeurs, il suffira parfois à inverser le résultat. Il ne faudra pas plus de 30% de votants remontés contre le pouvoir de gauche pour faire basculer la majorité dans nombre de communes.

Le phénomène pourrait être plus accentué dans les municipalités de taille moyenne, tout particulièrement dans celles qui sont situées à la périphérie des agglomérations, et où la notoriété

du maire est parfois moindre. Le vote sur étiquette devrait alors prendre toute son importance, l'impopularité du pouvoir rejaillissant sur ses amis locaux.

On ne peut exclure non plus que les sondages pré-électoraux, parfois réalisés très tôt dans la campagne, surestiment le niveau de la gauche. Le fameux «vote sanction» tend habituellement à se renforcer dans la dernière phase de la compétition électorale. A Marseille, par exemple, les enquêtes récentes semblent plus favorables à la droite. Sans oublier les effets du délétère climat politique actuel, qui devrait avant tout profiter au Front national.

slate.fr-Eric Dupin

V) La popularité de Hollande en hausse à 23%, selon un sondage Ifop-JDD



François Hollande samedi 15 mars 2014 lors d'une réunion avec le nouveau Premier ministre Italien à l'Élysée à Paris
© Philippe Wojazer

La cote de popularité de François Hollande a gagné trois points à 23% alors que celle de Jean-Marc Ayrault reste stable à 26%, selon le baromètre mensuel...

La cote de popularité de François Hollande a gagné trois points à 23% alors que celle de Jean-Marc Ayrault reste stable à 26%, selon le baromètre mensuel Ifop pour le Journal du Dimanche.

23% des Français interrogés se déclarent satisfaits

du président de la République (2% "très satisfaits" et 21% (+3) "plutôt satisfaits") alors que 76% sont mécontents (38% "très mécontents" et 38% "plutôt mécontents"). 1% ne se prononcent pas.

Le Premier ministre reste stable avec 26% de satisfaits comme en février et janvier. 71% des sondés sont mécontents comme les deux mois précédents et 3% ne se prononcent pas.

Sondage réalisé du 7 au 15 mars par téléphone auprès d'un échantillon de 1.913 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus selon la méthode des quotas.

publicsenat.fr

VI) Yamina Benguigui, soutenue par personne



Hervé Nathan - Marianne

Malgré les allégations de son « entourage », la ministre de la Francophonie n'est soutenue ni par François Hollande, ni par Jean-Marc Ayrault ni par Anne Hidalgo. Ses explications sont jugées insuffisantes.



MEUNIER AURELIEN/SIPA

Il y a dans la politique de grands moments de solitude. Ceux que vit en ce moment Yamina Benguigui est de ceux-là. Car il n'y pas grand monde, autant dire personne, dans le

gouvernement et à gauche pour apporter un soutien, même moral, à la ministre déléguée à la Francophonie, confrontée aux révélations de Marianne sur l'existence d'une société en Belgique dont elle a été propriétaire.

Marianne a interrogé par deux fois Matignon, y compris en haut de la hiérarchie du cabinet. A chaque fois, la réponse a été nette et sans appel: « c'est à Madame Benguigui d'apporter des explications ». Interrogé, l'Elysée refuse nettement de confirmer les assertions de « l'entourage de la ministre », rapportés par le Parisien, selon lesquelles, Yamina Benguigui aurait reçu « le soutien de la présidence de la République ». L'Elysée ne veut absolument pas être mêlé à cette histoire. Un ministre qui dissimule sur son patrimoine, cela rappelle trop une histoire, celle de Jérôme Cahuzac, qui a coûté cher à l'exécutif. Conclusion: la ministre de la Francophonie ne bénéficiera d'aucun soutien de sa hiérarchie. Qu'elle se débrouille.

A l'Elysée comme à Matignon, on a bien lu les articles de Marianne ainsi que le droit de réponse de la ministre, qu'on pourrait d'ailleurs aussi bien nommer un « droit de questions ». Et on sait que quelles que soient les suites, Mme Benguigui a, au minimum, omis en 2012, à son entrée dans le gouvernement, d'indiquer la propriété de 20% de G2, l'entreprise belge... C'est fâcheux de savoir qu'un ministre peut déposer une déclaration aussi légère, si ce n'est mensongère, auprès du Premier ministre !

Le désarroi ne règne pas qu'au gouvernement. Yamina Benguigui est aussi candidate aux municipales à Paris. A une semaine du scrutin, voici donc un pataquès dont Anne Hidalgo et le numéro 1 du PS parisien, Rémi Féraud se seraient bien passés. Le Parisien de samedi ne s'y est pas trompé en titrant sur le « malaise Benguigui ».

Hidalgo et Féraux ont indiqué sèchement que, pour eux, il n'est « pas question de transiger sur la morale publique ». Comme soutien, on fait mieux ! Le vendredi 14 mars, la candidate à la mairie de Paris déclarait au Lab Europe 1 : « Il faut la vérité, rien que la vérité. Je n'ai pas de doutes sur Yamina Benguigui, je pense que la question lui est posée. Je lui fais confiance mais bien sûr qu'il faut la vérité, ne rien omettre. Ça peut arriver. En tout cas, rectifier s'il faut rectifier. »

Le lendemain, les débuts d'explications de

Yamina Benguigui n'étaient pas considérés comme satisfaisants par Rémi Féraud. Contacté par Marianne, le premier secrétaire fédéral du PS à Paris confirme, « qu'après avoir lu les articles de Marianne, et le droit de réponse de Yamina Benguigui, il ne dispose pas de tous les éléments de réponse. Il est donc trop tôt pour estimer que les explications sont suffisantes ». Rémi Féraud est tête de liste dans le 10^e arrondissement (dont il est déjà maire), avec en quatrième position, donc éligible, Yamina Benguigui. Il confie son dilemme. « Prendre position, cela voudrait dire prendre une décision... »

Pas facile alors que les listes sont déposées et difficilement modifiables.

Visiblement, ce n'est pas la presse ou même Marianne que Madame Benguigui doit convaincre de son « intégrité », mais en priorité ses propres amis. Elle a d'ailleurs un rendez-vous avec les électeurs socialistes, radicaux et communistes parisiens, lundi soir dans la salle du New Morning où aura lieu un meeting de la liste de gauche dans le 10^e arrondissement. Il n'est pas prévu de prise de parole de Yamina Benguigui. Mais celle-ci devrait logiquement y apparaître... Après tout, en tant que « candidate d'ouverture », n'a-t-elle pas pour rôle de « représenter l'image de Paris », comme l'expliquait Rémi Féraud au Point, en février dernier. L'image risque d'être sérieusement brouillée...

marianne.net

VII) Lâché par tous, la descente aux enfers de Patrick Buisson



Par Le Nouvel Observateur

Ancien proche de Nicolas Sarkozy, cet ex-journaliste d'extrême droite vendait ses conseils et sondages au prix fort. Accusé d'avoir espionné son prestigieux client, le voilà rejeté de tous.

Un homme fuit, le souffle court, chapeau noir vissé sur la tête, dans les sombres ruelles des Sables-d'Olonne. Ce soir-là, dans l'oeil de la caméra, la paisible station balnéaire a des airs de cité maléfique.



Patrick Buisson a enregistré Nicolas Sarkozy à plusieurs reprises pendant son quinquennat. (AFP PHOTO MIGUEL MEDINA)

Un mauvais remake de "M le Maudit" ? Non, Patrick Buisson, pourchassé par un journaliste d'i>Télé... "Vous utilisez des méthodes de gestapistes et de voyous", lance, en accélérant le pas, le conseiller de l'ancien président. Puis avant de s'engouffrer enfin dans sa voiture pour filer dans la nuit vendéenne, il lâche, le visage blême : "Vous savez que vous faites le métier le plus méprisé des Français, vous en avez conscience ?" ...

Saisissante mise en abyme. Patrick Buisson, l'ex-"facho" brandissant l'insulte nazie. Le "serial enregistreur", dénonçant l'oeil inquisiteur des médias. L'ancien journaliste crachant sur une profession qu'il a transformée en marchepied pour approcher les plus hautes sphères du pouvoir. Mais voilà que la mécanique s'est grippée. Machiavel est tombé dans son propre piège. Puni par là où il a péché ?

Dans cette affaire, on ne peut accuser ni la gauche ni les juges, soupire son ami François d'Orcival, pilier de "Valeurs actuelles".

C'est "un tout petit cercle" qui est à la manoeuvre. "On est là presque dans le domaine du roman." Cruel paradoxe : Buisson, l'intellectuel cadennassé qui ne laissait rien transparaître de son intimité serait simplement la "victime" d'obscurs règlements de comptes au sein de sa "sphère privée". C'est une manière de raconter l'histoire.

Ainsi, la semaine dernière, Patrick Buisson lâchait au "Nouvel Observateur" : "C'est vrai, on m'a dérobé deux ou trois fichiers." Il parlait de ce fric-frac qui mettait la République en émoi comme d'un simple vol à la tire : "J'ai ma petite idée sur qui a commis ce larcin" !

Espion ? Maître chanteur ?

Ses porte-parole officieux, eux, s'activaient pour orienter les soupçons vers d'"anciens collaborateurs" du conseiller "du temps où il était journaliste". Espéraient-ils faire oublier le scandale ? Témoin de conversations confidentielles, dont certaines touchant à la sécurité de l'Etat, Patrick Buisson a fait tourner à plein régime son dictaphone. Le conseiller, adoube par le chef de l'Etat, s'est mué en... quoi ? Futur mémorialiste du quinquennat Sarkozy ? Espion ? Eventuel maître chanteur ?

"Patrick Buisson a fait beaucoup de mal à beaucoup de gens", est venu dire son fils, Georges, sur le plateau du "Grand Journal" de Canal+ en début de semaine. A demi-mot, à la télévision, il a indiqué une piste qu'il a explicitée lors d'autres confidences moins médiatiques. Son père a trop intrigué. Il s'est trop vanté de "tenir" untel ou untel, devant les proches qu'il croyait acquis à sa cause. Aujourd'hui, il en paie le prix.

Je connais Buisson depuis longtemps, raconte Jean-Sébastien Ferjou, directeur du site Atlantico qui, avec "le Canard enchaîné", a publié des extraits de ces stupéfiants enregistrements. Il m'a d'abord bluffé, comme beaucoup d'autres. Et puis j'ai entrevu sa face noire. Fallait-il le laisser étendre son emprise ? Avec d'autres confrères, j'ai fait mon travail de journaliste en dévoilant jusqu'où il pouvait aller."

C'est à la fin des années 1990, dans les locaux de LCI, la chaîne d'information continue de TF1, que s'est noué, en partie, le "drame" qui se joue aujourd'hui. Jean-Sébastien Ferjoux est alors l'assistant de David Pujadas, présentateur vedette et créateur, en 2000, de l'émission "100% Politique" qu'il co-anime avec un certain... Patrick Buisson. Le "politologue" officie déjà depuis quelques années sur LCI.

"Un jour, se souvient un vétéran de la chaîne, on a vu débarquer un type bizarre qui ne disait bonjour à personne. Jean-Claude Dassier, notre directeur, nous a dit : 'C'est un type formidable je le mets à l'antenne.'" Dassier confirme : "Patrick voulait faire des analyses d'opinion à la télé. Il connaissait tous les sondages et me les amenait sans que j'aie besoin de les payer."

"Minute", OAS, Le Pen...

Les journalistes de LCI ont un peu tiqué. Après

avoir oeuvré à "Minute" (de 1981 à 1987), publié avec d'anciens activistes d'extrême droite un livre à la gloire de l'OAS ou un album photographique dédié à Le Pen, Buisson a à peine mis de l'eau dans son vin en passant par le très "réac" mais bien plus présentable "Valeurs actuelles". Mais il est suffisamment malin pour masquer ses emballements, sous une habile expertise, truffée de pourcentages, sa nouvelle marotte. Exactement le "profil" recherché par Jean-Claude Dassier (aujourd'hui vice-président... de "Valeurs actuelles"). A l'écran, Buisson fait des merveilles. Très vite, Pujadas le trouve "brillant".

"Pendant toutes ces années où je l'ai côtoyé, plaide Ferjou, jamais je ne l'ai entendu dérapé. Ce n'est qu'après que j'ai vu le vernis se craqueler." Les experts "en opinion" semblent eux aussi n'avoir rien décelé. Pendant près de dix ans, toutes couleurs politiques confondues, ils ont défilé dans les émissions de Buisson. Seuls Laurence Parisot, de l'Ifop, et Roland Cayrol, de l'institut CSA, ont refusé de débattre avec lui.

"C'était flagrant, souligne l'ex-patronne du Medef, sa pensée portait le sceau de l'extrême droite." "Tout le monde le savait et tout le monde faisait semblant de ne pas le voir", ajoute Cayrol. Y compris Nicolas Sarkozy. "Tu m'emmerdes, c'est lui qui m'a fait gagner", a souvent dit l'ex-président au sondeur de CSA qui refusait toujours, après la victoire de 2007, de rencontrer celui qui était devenu l'un des plus influents conseillers du Château.

"Je suis monarchiste"

Le parcours de Buisson ne laisse pas d'étonner. De la rédaction de "Minute" au sommet du pouvoir. Avec la télé pour sas de décontamination, et sans finalement renier ses convictions. "Moi, je suis le fils d'un Camelot du roi. Je suis monarchiste, je suis royaliste", l'entend-on fanfaronner sur l'un de ses enregistrements. Sur LCI, il a "blanchi" ses origines idéologiques et élargi ses réseaux, n'hésitant pas à cumuler les casquettes. Dès la fin des années 1990, tout en étant salarié de TF1, il monte une société de conseil Publifact, chargée, notamment, de commander des enquêtes d'opinion aux instituts de sondage.

Entre nous, on appelait sa boîte Publifoutaises", raconte aujourd'hui un initié que la chute du "gourou" a rendu bavard.

Buisson se pliait en quatre pour satisfaire ses clients : il sélectionnait les questions susceptibles d'obtenir des réponses positives et sculptait une image toujours flatteuse. Alain Madelin, qui fit appel à ses services pour la présidentielle de 2002, jure qu'il ne s'est pas "laissé prendre". "Avec ses références historiques, Buisson ne fascine que la droite inculte." François Bayrou, qui l'a mandaté "pour seulement un sondage en 2004", qualifie aujourd'hui Publifact d'"officine".

Cette petite entreprise, qui a fait la fortune de Patrick Buisson, risque en effet d'entraîner sa descente aux enfers. Depuis la fin de l'année 2012, la justice enquête sur le lucratif marché que lui a octroyé l'Elysée. Tout au long du quinquennat, Buisson a touché plus de 3,3 millions d'euros pour les sondages qu'il a simplement commandés via Publifact et en guise de rémunération pour sa fonction de conseiller. Sans compter son salaire de directeur de la chaîne Histoire, filiale de TF1, où il a, de plus, fait embaucher son fils Georges.

La légende officielle raconte que le valeureux Buisson a abandonné son poste de commentateur politique impossible à tenir après la victoire de son champion et que, pour "rester libre", il a refusé le poste officiel offert par l'Elysée. La liberté, en l'occurrence, avait bien des avantages : un contrat pour Publifact, une place en or dans le groupe Bouygues et, en prime, l'aura du "gourou" sans entrave.

Artisan du virage à droite

Longtemps, tout a semblé réussir à Patrick Buisson. La Cour des Comptes avait bien dénoncé dès 2009 les privilèges "exorbitants" accordés à sa société. Mais le parquet multipliait les obstacles pour ralentir l'enquête. Il aura fallu l'arrivée de la gauche au pouvoir pour que les juges commencent véritablement leurs investigations, toujours en cours. Entre-temps, Buisson a continué à tailler sa route, presque comme si de rien n'était, tout en actionnant - folle imprudence ou sage précaution - son dictaphone. Et en chuchotant de plus belle à l'oreille du président à l'approche de 2012. Le virage à droite dans les derniers mois de la campagne ? Il en est l'artisan évidemment. Il ne s'en cache pas, il le clame dès qu'il le peut. Il n'aime rien tant qu'apparaître en deus ex machina.

Ainsi, il a longtemps fait croire qu'il "contrôlait" Jean-Sébastien Ferjou. Notamment quand, en

2011, le jeune journaliste qu'il avait vu faire ses armes à LCI a créé le site Atlantico, résolument libéral et ouvertement à droite. "Bien sûr j'en ai parlé avec lui. Mais il n'a jamais servi d'intermédiaire auprès d'investisseurs potentiels, contrairement à ce qu'il raconte partout", affirme Ferjou qui assure avoir par la suite essuyé les remontrances du conseiller.

"A son goût, Atlantico n'était pas assez sarkozyste." Ni surtout assez "buissonnien". Une tentative de rachat par "le Figaro" a même été un temps imaginée, depuis l'Elysée, en pleine campagne présidentielle, pour faire rentrer le site dans le rang. Ferjou a résisté. Sa brouille avec Buisson s'est envenimée. Tandis que, pour l'éminence grise de la sarkozie, un autre orage grondait au sein de sa propre famille, cette fois.

Querelle père-fils

En décembre 2012, Georges Buisson s'est battu avec son père dans les locaux de la chaîne Histoire. La sécurité a dû intervenir. Les échos de la rixe sont remontés jusqu'à Laurent Solly l'un des dirigeants du groupe. C'est lui qui avait présenté Buisson à Sarkozy quand il était son chef de cabinet à Bercy. Le monde est petit. "Georges" en tout cas n'a pas eu raison de "Patrick". Il a dû quitter la chaîne Histoire et a été "exfiltré" à Styliia, la chaîne de TF1 consacrée à l'art de vivre. L'objet de la dispute entre les deux hommes ? Le fils s'en est expliqué récemment : il reproche à son père de l'avoir impliqué dans l'imbroglie de Publifact, au moment où la Cour des Comptes montrait les dents. A cela vient s'ajouter un confit financier : Georges Buisson dit détenir 40% des parts de Publifact, il en réclame le rachat et a porté le différend devant la justice. Evidemment cette violente querelle n'est pas restée secrète.

Jean-Michel Goudard, l'ex-publicitaire, a "vu Buisson pleurer en évoquant son fils". Un autre sarkozyste dépeint Georges "en être vulnérable et manipulé par ceux qui veulent détruire son père". Georges Buisson a, en tout cas, fait entendre sa voix. Auprès de politiques, de hauts cadres de TF1 ou de policiers qui l'ont auditionné dans le dossier Publifact et ont recueilli son témoignage sur l'espionnage de son père. Auprès aussi de journalistes.

Patrick Buisson s'est constitué des assurances-vie en montant des dossiers sur les gens pour lesquels

il travaille, y compris Sarkozy", racontait-il au "JDD", voilà déjà huit mois.

A peu près au même moment, il faisait paraître une longue tribune dans "le Point". Lui qu'on surnommait, à la chaîne Histoire, le "muet du sérail" y fustigeait l'intransigeance de son père sur le mariage pour tous, et moquait ses sempiternelles leçons, demandant où était la charité chrétienne dans "l'affaire des sondages de l'Elysée". Patrick Buisson, qui venait de perdre son frère et s'apprêtait à se rendre aux obsèques, en avait été mortifié.

Comme si cela ne suffisait pas, il venait de se séparer quelque mois plus tôt de sa plus proche collaboratrice, Pauline de Préval, fidèle assistante des années LCI, puis de la chaîne Histoire. Une rupture dans la douleur tant leur relation, disent tous ceux qui les connaissent, était "fusionnelle". C'est à elle que l'historien avait dédié sa somme sur la sexualité sous l'Occupation ("1940-1945 Années érotiques") où il célébrait, entre autres, la "beauté païenne" et la "magnificence" des soldats allemands : "A Pauline de Préval, vestale héroïque de ces années érotiques dont elle a su entretenir la flamme par gros temps".

Fêlure intime

L'héroïsme, hélas, n'est pas éternel. Et la "vestale" a fini par se rebeller. Pour négocier son départ de la chaîne Histoire, la jeune femme a fait appel à Me Rodolphe Bosselut, "spécialisé dans la défense des victimes de secte". Enfin, Pauline de Préval est aussi une amie de Jean-Sébastien Ferjou, rencontré à LCI. De là à la soupçonner d'avoir transmis les enregistrements au site Atlantico, il y a un gouffre que les partisans de Buisson n'ont pas hésité à franchir en la montrant du doigt. "Je poursuivrai tous ceux qui accusent ma cliente" prévient Me Bosselut.

Finally, explique un enquêteur chargé de l'affaire des sondages, Buisson a dressé contre lui nombre de ses proches. Ceux qui sont apparus çà et là ces dernières semaines, comme d'autres restés dans l'ombre."

A la fêlure intime vient aujourd'hui s'ajouter le désastre politique. La sarkozie hurle à la trahison. "Ce qu'il a fait est abject. Dire que j'étais assis à côté de lui tous les soirs", frémit Jean-Michel Goudard, l'ancien publicitaire qui conseilla lui

aussi, mais sans être rémunéré, l'ex-chef de l'Etat. Au sortir des réunions, il raccompagnait souvent Patrick Buisson en voiture jusqu'à son domicile. Même là, le dictaphone continuait à tourner, comme l'ont révélé les extraits publiés dans la presse : "Toi t'es pas gaulliste, t'es comme papa", se moquait parfois Goudard. Ou, raconte-t-il aujourd'hui à "l'Obs" : "T'es un gros facho. On ne travaille pas à 'Minute' si on n'est pas facho." Après les réunions, on a bien le droit de rire un peu.

Perte d'influence

Combien d'autres instants de "camaraderie" Buisson a-t-il gravés sur ses fichiers informatiques ?... Autre extrait dévoilé par "le Canard" : "Etienne, je viens de quitter le président. Je te donne deux trois choses." Cette fois, Buisson est arrivé chez lui. Il parle au téléphone et il enregistre toujours ! C'est pour dire à "Etienne" (Mougeotte), le patron du "Figaro", qu'il est prié de faire passer dans son journal la ligne qui vient d'être concoctée dans le salon vert. C'est sans doute la perte (momentanée ?) de cette influence qui chagrine le plus Patrick Buisson. Avant l'affaire des enregistrements, Nicolas Sarkozy avait déjà marqué une légère distance. Mais le fils de Camelot ne s'avouait pas vaincu. S'il n'avait pas mis Atlantico sous sa coupe, il faisait incuber ses théories ailleurs. Au "Figaro" où il compte plusieurs amis. A "Valeurs actuelles", où son avocat Gilles-William Goldnadel tient chronique. Comme Camille Pascal, l'une des plumes de Sarkozy, fin lettré et fervent catholique.

A la fin de l'hebdo, un certain "M. de Rastignac", scribe aussi anonyme que renseigné, se fait chaque semaine ou presque le porte-parole de colères et de frustrations du "missi dominici" de la droite dure. La Maison Buisson résistera-t-elle à la tempête ? "Je ne suis ni Bérégozovoy ni Grossouvre", répète Buisson à ceux qui, déjà, lui tournent le dos.

Marie-France Etchegoin, Carole Barjon et Marie Guichoux

Municipales: Marine Le Pen critique PS et UMP, «le parti du silence»



La présidente du Front national Marine Le Pen lors d'une réunion publique à Marseille le 16 mars 2014 (Photo Bertrand Langlois.AFP)

La présidente du Front national Marine Le Pen a moqué dimanche à Marseille, lors d'une réunion publique, PS et UMP, le «parti du silence, tentant d'étouffer la campagne électorale» des municipales.

«L'+UMPS+ de coalise une fois encore dans le parti du silence, tentant d'étouffer la campagne électorale, d'éviter la confrontation des idées, des projets, de jouer le jeu de la démocratie», a critiqué Mme Le Pen dans une salle pratiquement pleine, devant plus d'un millier de personnes.

«Une semaine nous sépare du premier tour des municipales. Le PS et la fausse opposition UMP ont tout fait pour qu'on ne parle pas de ces élections, nous sommes les seuls à avoir véritablement fait campagne», s'est félicitée Mme Le Pen dans un discours d'une demi-heure.

La patronne du FN a fait de nombreux déplacements de soutien à ses candidats depuis l'automne et accéléré le rythme depuis la mi-février, avec au moins 3 à 4 conférences de presse et/ou réunions publiques par semaine. Elle venait à Marseille soutenir le chef de file du FN local, Stéphane Ravier.

D'après elle, «si (les autres partis) se montrent trop, c'est la sanction qui les attend au tournant. PS et UMP ont honte d'eux-mêmes, ce sont les deux partis de l'échec.»

«Les candidats localement ne se réclament plus

d'un parti. +PS moi ? Oui, enfin, c'est plus compliqué+», s'est-elle amusée, imitant un supposé candidat socialiste.

Pour la députée européenne, UMP et PS «rêvent de l'abstention la plus élevée, c'est leur secret espoir, c'est le véritable objectif de François Hollande, qui voudrait passer à travers les gouttes».

«L'UMPS a choisi l'omerta. Chômage ? Omerta ! Insécurité, barbarie ? Omerta ! Immigration légale ou illégale ? Omerta ! Concurrence déloyale ? Omerta !», a listé Mme Le Pen.

«A Marseille ici, il y a pas de crise, la crise n'existe pas, tout va bien. Les problèmes d'insécurité sont une illusion. La ville est calme, n'est-ce pas M. Gaudin ?», a-t-elle lancé.

Mme Le Pen a vanté son candidat dans la ville : «Seul Stéphane Ravier s'intéresse à la vraie vie des Marseillais, il n'augmentera pas la fiscalité locale et les dépenses, il assurera la transparence dans l'attribution des logements sociaux, il arrêtera de subventionner les associations communautaristes, il défendra la laïcité dans les cantines scolaires, il agira contre les installations sauvages de nomades», a-t-elle promis.

Dans tous les secteurs de Marseille, le FN sera en embuscade. Passé de moins de 2% des voix et un seul conseiller municipal en 2008, à près de 15% voire 20% attendus aujourd'hui selon les sondages, le Front national ambitionne de jouer les faiseurs de rois, à la faveur de triangulaires, s'imposant ensuite comme arbitre au sein du conseil municipal.

liberation.fr-AFP

LAPRESSEENREVUE.EU

VIII) L'UMP chargée de campagne du FN

A deux semaines des municipales, les scandales qui touchent le parti de Nicolas Sarkozy font les affaires de Marine Le Pen.

El País
| Miguel Mora

Nicolas Sarkozy et la droite française viennent de passer une semaine tragique, la pire depuis des mois. A deux semaines des municipales, qui devaient sceller le redressement de l'UMP et cristalliser le mécontentement des Français à l'égard du gouvernement socialiste de François Hollande, Jean-François Copé, chef contesté de l'opposition, se voit à son tour mêlé à un scandale de corruption.

Il est accusé par le magazine Le Point d'avoir versé 8 millions d'euros à un cabinet du nom de Bygmalion, dirigé par deux de ses amis, pour l'organisation de meetings de Sarkozy en 2012. Selon cette enquête, l'actionnariat réel de la société se perd dans un dédale de prête-noms et de sociétés-écrans siégeant au Luxembourg. Dans ce montage financier figurerait même un fonds d'investissement qatari ayant acquis des biens de l'Etat français à l'époque où Copé en pilotait la vente en tant que ministre du Budget.

Le chef de cette droite française à la dérive (elle a enregistré le 7 mars dernier à Dublin une autre défaite, à l'échelle européenne cette fois [Michel Barnier a perdu la primaire au sein du PPE face au Luxembourgeois Jean-Claude Juncker]) a donné le 3 mars une conférence de presse lors de laquelle il s'est refusé à donner toute explication sur ce qui semble être une affaire Gürtel à la française [scandale politico-financier en cours d'instruction en Espagne qui implique un présumé réseau de corruption lié au Parti populaire, au pouvoir].

Jean-François Copé s'est contenté de proposer des lois qui existent déjà, y allant même d'une initiative pour le moins insolite : maintenir un secret absolu sur les comptes de son parti tant que les autres formations politiques n'auraient pas publié les leurs. Problème : en France les comptes des partis politiques sont publics et soumis par la Cour des comptes à un examen plus drastique qu'ils ne le sont en Espagne.

Cet enchaînement de catastrophes à l'UMP crée un terreau particulièrement fertile pour le Front national. Vendredi 7 mars, sa présidente, Marine Le Pen, profitait ainsi d'un déjeuner avec des journalistes pour annoncer que son parti allait battre son propre record aux municipales des 23 et 30 mars en présentant des listes dans 597 communes de plus de 1 000 habitants.

Depuis sa création, en 1972, le Front national a toujours peiné à réunir des candidats aux municipales – au point qu'il lui a parfois fallu les recruter par petites annonces dans la presse. Le parti a connu son apogée aux élections de 1995, où, avec 537 listes présentées, il s'est imposé dans trois municipalités provençales (Toulon, Orange et Marignane), avant de retomber au plus bas en 2008, exactement au moment de l'éclatement de la crise financière, quand ses maigres 85 candidats ne lui avaient ouvert les portes d'aucune mairie.

Depuis qu'elle a pris la succession de son père, en 2011, Marine Le Pen s'est attelée à une double entreprise de rénovation, afin de rendre le parti idéologiquement plus présentable et d'améliorer son implantation sur le territoire français. Si le premier volet de cette stratégie connaît un succès encore précaire (on continue d'entendre des dirigeants du FN lâcher des horreurs racistes, tel ce candidat, à Paris, qui proposait récemment de concentrer les Roms dans des camps), le second semble donner de meilleurs résultats. Ces derniers mois, le Front national a réussi à séduire des jeunes et des syndicalistes désenchantés qui sont venus grossir ses listes municipales.

courrierinternational.com

—Miguel Mora
Publié le 8 mars 1219 dans El País Madrid

LAPRESSEENREVUE.EU

A Suivre...
La Presse en Revue